

## FICHE AMENDEMENT

### Partie I - Titre V

#### Proposition d'amendement à l'Article : 29

Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.

Qualité : - Membre titulaire

---

5. Les États membres se concertent au sein du Conseil et du Conseil européen sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général en vue de définir une approche commune. Avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale ou tout engagement qui pourrait affecter les intérêts de l'Union **préalablement définis**, chaque État membre consulte les autres au sein du Conseil ou du Conseil européen. Les États membres assurent, par la convergence de leurs actions, que l'Union puisse faire valoir ses intérêts et valeurs sur la scène internationale. Les États membres sont solidaires entre eux.

---

#### Explication éventuelle :

L'obligation de consulter les autres États membres avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale ou tout engagement qui pourrait affecter les intérêts de l'Union doit se limiter aux intérêts préalablement définis par le Conseil européen ou, pour les intérêts non stratégiques, par le Conseil, afin d'éviter la paralysie des politiques nationales des États membres par un concept flou d'intérêt indéterminé de l'Union. Cette précision constituera également une incitation pour l'Union à définir clairement les intérêts communs à promouvoir par la PESC.